

**Vaincre les inégalités de revenu dans les pays du Sud grâce au
commerce : quelle place pour les échanges intra-zones ?**

**Overcoming income inequalities in developing countries through
trade: what place for intra-zone trade?**

DJONTU Bruno Legrand

Assistant de recherche

École nationale d'administration publique (ENAP) à Montréal
Groupe de recherche en économie publique appliquée (GREPA)
Canada

djontubruno@yahoo.com

Date de soumission : 23/04/2022

Date d'acceptation : 10/09/2022

Pour citer cet article :

DJONTU.BL (2022) « Vaincre les inégalités de revenu dans les pays du Sud grâce au commerce : quelle place pour les échanges intra-zones ? », Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 3 : Numéro 9» pp : 324-340 .

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cette étude utilise le modèle de panel dynamique avec l'estimateur GMM pour analyser l'impact des échanges commerciaux intra-zones sur les inégalités de revenu dans les pays du Sud. Pour cela, nous avons intégré la variable de commerce intra-régional et des variables de contrôle. Le modèle est appliqué sur la période 2000-2015. Les données sont issues de la Banque Mondiale, de l'Institut mondial de recherche sur l'économie du développement de l'Université des Nations Unies et de la base de données sur les inégalités de revenu. Afin de prendre en compte l'hétérogénéité dans les pays du Sud, nous avons analysé quatre Communautés Economiques Régionales (ANDEAN, ASEAN, MENA, MERCOSUR) et un ensemble de pays d'Afrique sub-saharienne. Nous parvenons aux principaux résultats suivants : (i) le commerce intra-régional contribue à réduire les inégalités de revenu dans les pays étudiés (sauf ceux de l'ASEAN), (ii) l'ouverture commerciale est favorable pour l'ensemble des pays des régions étudiées. De ce fait, un renforcement des échanges intra-zones dans ces différentes communautés régionales est nécessaire afin de réduire les inégalités de revenu.

Mots-clés : échange commercial intra-zone ; pays du Sud ; inégalités de revenu ; panel dynamique ; estimateur GMM.

Abstract :

The study uses dynamic panel model with the GMM estimator to analyze the impact of intra-zone trade on income inequalities in southern countries. For this, we integrated the intra-regional trade variable and control variables. The model is applied over the period 2000-2015. Data comes from World Bank Indicators, World Institute for Development Economics Research at the United Nations University and World Income Inequality Database. In order to highlight the heterogeneity into the countries and the regions, we analyzed four Regional Economic Communities (ANDEAN, ASEAN, MENA, MERCOSUR) and a set of sub-Saharan Africa (SSA) countries. We obtain the following main results: (i) intra-regional trade reduces income inequalities in the countries studied (except those of ASEAN), (ii) trade openness is favorable for all the countries in the regions studied. Therefore, a strengthening of intra-zone trade in these different regional communities is necessary in order to reduce income inequalities.

Keywords: intra-zone trade exchange; southern countries; income inequalities; dynamic panel; GMM estimator.

Introduction

Le début des années 1980 marque une rupture considérable dans la politique commerciale de nombreux pays en développement. Pendant longtemps, ces pays vivaient une sorte de protectionnisme commercial symbolisé par les barrières tarifaires et non tarifaires, la substitution aux importations et la dépendance des exportations envers les matières premières. Les accords commerciaux portaient principalement sur les tarifs et les quotas d'importation (Rodrik, 2018). En particulier, dans de nombreux pays africains, la stratégie commerciale développée consistait à promouvoir la production industrielle nationale, en encourageant la protection du marché intérieur face aux concurrences étrangères (Ngouhouo, et al., 2021).

Dès 1980, sous l'impulsion des organismes internationaux, l'on a assisté à une ouverture croissante de ces pays au reste du monde et à la mise en place de nombreuses réformes commerciales, pilotées par les Programmes d'Ajustements Structurels (PAS) et conduites par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les bailleurs de fonds occidentaux (Heidhues, 2011). Ces réformes consistaient en la libéralisation de l'économie, l'industrialisation, l'abandon des politiques de substitution aux importations, la diversification des exportations... Elles se sont accompagnées d'une croissance économique plus rapide, permettant de réduire les écarts de revenu et d'abaisser les niveaux d'inégalité entre les pays développés et les pays en développement du point de vue du revenu global par habitant (CNUCED, 2019).

A partir des années 1990, l'avènement de la mondialisation a conduit à une augmentation des échanges commerciaux et une intensification de la formation des blocs économiques régionaux. Ces processus d'intégration économique régionale offrent aux pays en développement un moyen viable de stimuler la production, d'augmenter les échanges, de réduire la pauvreté et les inégalités de revenus (CNUCED, 2021). Pour autant, la relation entre le commerce et les inégalités dans les pays du sud reste ambiguë. Les politiques distributives, la répartition des avantages et des coûts, et l'évolution des conditions de vie de certaines tranches de la population restent posées dans les débats sur le développement (Daymon, 2012).

Pendant longtemps, les travaux se sont orientés vers l'impact des échanges nord-sud sur les inégalités (Afonso, 2013 ; Choi, 2007, Wood, 1995...). Suite aux accords commerciaux établis dans de nombreux blocs régionaux des pays en développement, les études s'intéressent de plus en plus à la contribution des échanges sud-sud à la croissance et à la réduction des inégalités

(Bartels & Jebamalai, 2009; Gourdon, 2011; Klasen & Nowak-Lehmann, 2018). Cette nouvelle orientation fait de l'axe commercial sud-sud un élément primordial de la dynamique des échanges internationaux et de leur contribution à l'évolution des grandeurs macroéconomiques. Cependant, en ce qui concerne les inégalités de revenus, leur évolution au cours des dernières années est assez contrastée et rien n'indique clairement que les accords commerciaux régionaux entre les pays du sud aboutissent à une convergence ou à une divergence de revenus (Klasen & Nowak-Lehmann, 2018). De plus, une ouverture commerciale inappropriée et non maîtrisée peut avoir des effets négatifs sur la croissance et accroître les inégalités (Calderón, et al, 2020).

À notre connaissance, aucune étude n'a analysé l'impact des échanges intracommunautaires sur les inégalités de revenus observées dans les pays du sud. Ce constat suscite plusieurs interrogations : Quel rôle joue le commerce intra-zone dans la répartition des revenus entre les citoyens d'un pays du sud ? L'intensification des échanges entre les pays du sud membres d'une même communauté économique régionale peut-elle conduire à une répartition égalitaire des revenus ? Autrement dit, le commerce intracommunautaire réduit-il les inégalités de revenu entre les populations d'un pays ? Tels sont les questionnements qui forment la problématique de ce travail. La nécessité de répondre à ces questions relève des enjeux aussi bien socio-économiques que commerciaux.

Notre étude porte sur plusieurs pays du Sud, regroupés en 4 blocs régionaux et les pays d'Afrique sub-saharienne. Les blocs régionaux sont : La Communauté andine (ANDEAN) qui regroupe cinq pays : la Colombie, le Venezuela, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) qui regroupe dix pays : l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, le Singapour, la Thaïlande, le Brunei, le Vietnam, le Laos, la Birmanie et le Cambodge, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) qui regroupe dix-neuf pays: l' Algérie, le Bahreïn, l'Egypte, l'Iran, l'Irak, l'Israël, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, le Maroc, l'Oman, la Palestine, le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Syrie, la Tunisie, les Emirats arabes unis, le Yémen, et enfin le Marché commun du Sud (MERCOSUR) qui regroupe cinq pays d'Amérique Latine : l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela.

La nouveauté de notre travail est qu'il s'appuie sur les communautés économiques régionales et analyse l'impact des échanges intra-zones sur les inégalités de revenus observées dans chaque pays membres.

Il met donc en évidence le rôle spécifique du commerce intra-zone et prend en compte le caractère hétérogène des pays du sud à partir d'une analyse dans plusieurs blocs régionaux. La suite de notre travail est organisée en trois sections. La première section est consacrée à la présentation des faits stylisés, permettant de comprendre la dynamique du commerce intra-régional. La deuxième section met en évidence les controverses théoriques de la littérature dans l'analyse de l'impact des échanges commerciaux sur les inégalités. La troisième section évalue empiriquement cet impact dans 4 blocs régionaux et un ensemble de pays d'Afrique subsaharienne.

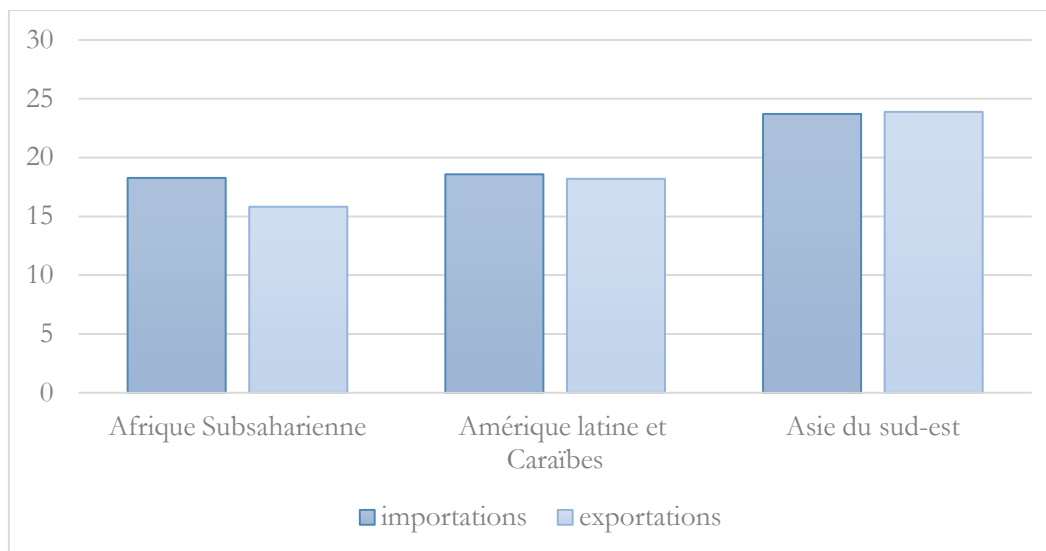
1. Revue de littérature et quelques faits stylisés du commerce intra-régional entre les pays du sud

Le commerce Sud-Sud est devenu au fil du temps l'un des éléments les plus dynamiques des échanges internationaux. Il s'est imposé sur la scène mondiale, passant de 8% en 1980 à 27 % en 2010 (OCDE, 2015). Au cours de la même période, les échanges Nord-Sud ont reculé, passant de 46 % à moins de 30 % (PNUD, 2013). Plus de 60% du commerce sud-sud concerne l'intra-Asie, 5% des échanges intra-régionaux concerne l'Afrique du Nord-Moyen-Orient et l'Amérique latine et des Caraïbes, et 2% l'intra-Afrique subsaharienne (Chaponnière & Lautier, 2013). Plus encore, entre 2005 et 2015, le commerce sud-sud a plus que triplé, pour atteindre 57 %, soit 9,3 milliards de dollars américains en 2014 (Meng, et al., 2018). Les grands acteurs du commerce Sud-Sud sont le Brésil, l'Inde, l'Arabie saoudite, Singapour et surtout la Chine qui domine ce marché, avec plus de 40% (Calcul de l'auteur à partir des données de CNUCED¹, 2021). Malgré cette évolution, le commerce intra-zone, dont le but est de renforcer la dynamique des échanges à l'intérieur d'une zone donnée, reste faible.

En effet, dans les trois grandes régions (Afrique subsaharienne, Amérique latine et Caraïbes et Asie du Sud-Est) regroupant un nombre considérable de pays du sud, l'évolution du commerce intra-zone reste contrastée, comme le révèle le graphique ci-dessous :

¹Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Graphique : Commerce intra-régional en pourcentage du commerce total (moyenne 2000-2019)



Source : auteur

Il ressort de ce graphique que le commerce interne de l'Afrique subsaharienne est proche de celui de l'Amérique latine et des Caraïbes, mais reste légèrement en dessous. Quant à l'Asie du Sud-Est, les performances des échanges intra-zones restent supérieures à celles des deux autres régions étudiées. Plus généralement, l'Afrique est le continent où le commerce est le plus faible (Avom & Mignamissi, 2017).

Entre 2000 et 2019, en moyenne, les importations internes de l'Afrique subsaharienne, de l'Amérique latine et des Caraïbes, et de l'Asie du Sud-Est sont respectivement de 18,27%, 18,58% et 23,71%. Relativement aux exportations, ces proportions sont de 15,82%, 18,19% et 23,89% pour l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine et des Caraïbes, et de l'Asie du Sud-Est respectivement. Ce qui implique que les pays d'Afrique subsaharienne et ceux de l'Amérique latine et des Caraïbes achètent plus qu'ils ne vendent dans la région par rapport au monde, contrairement à ceux d'Asie du Sud-Est.

2. Commerce et inégalités de revenu : quelques considérations théoriques

Il existe une abondante littérature économique relative à l'impact du commerce sur les inégalités de revenu, c'est-à-dire la façon dont les revenus sont inégalement répartis entre la population d'un pays donné (Rye, 2016). Traditionnellement, les économistes utilisent le modèle standard de Heckscher-Ohlin pour analyser l'effet du commerce sur les facteurs de production et la distribution de revenus. D'après ce modèle, « une plus grande ouverture devrait accroître la demande relative et les prix de la main-d'œuvre non qualifiée et conduire à une

répartition plus équitable des salaires dans les pays abondants en main-d'œuvre peu qualifiée » (Meschi et Vivarelli, 2009: 2). Ainsi, les facteurs de production les plus abondants voient leur demande augmenter et leur rémunération relative s'accroître (théorème de Stolper-Samuelson, 1941). Ce résultat est aussi connu sous le nom du théorème de HOSS (Heckscher-Ohlin-Stolper-Samuelson).

Dans le cas d'un pays du sud, où le travail non qualifié est abondant et le travail qualifié est moins abondant, l'on devrait assister, conformément à ce modèle, à une baisse de la pauvreté et des inégalités. L'ouverture commerciale contribue à une plus forte spécialisation des pays, à un accroissement de leur revenu national, et à une évolution de la distribution primaire des revenus en fonction des dotations factorielles (Daymon, 2012). Les pays en développement, biens dotés en travail non qualifié (comparativement aux pays industrialisés), devraient se spécialiser dans les activités à forte intensité de main-d'œuvre, créatrices d'emplois, et plus particulièrement d'emplois pour les pauvres (Khan & Nawaz, 2019 ; Daymon, 2012).

Cependant, cette théorie traditionnelle selon laquelle l'ouverture commerciale est bénéfique aux plus démunis dans les pays en développement n'est pas toujours conforme aux faits et les résultats ambigus sont constatés : la rémunération relative de la main-d'œuvre non qualifiée dans les pays du sud peut diminuer suite à l'ouverture (Cling, 2006). De plus, le modèle HOSS repose sur des hypothèses très restrictives, conduisant à des conclusions mitigées car l'on a assisté ces dernières décennies à une ouverture croissante des marchés des pays en développement sans qu'il n'y ait pour autant une réduction systématique des écarts de rémunération (Daymon, 2012). Ainsi, les politiques de libéralisation des échanges ne sont pas toujours profitables aux pays en développement (Khan & Nawaz, 2019).

Pris dans un aspect global, le commerce présente donc des effets mitigés sur la réduction des inégalités dans de nombreux pays, notamment ceux du Sud. Il s'avère opportun d'étudier l'impact du commerce sud-sud sur ces inégalités. Comme le constate Gourdon (2011), la mondialisation n'a pas seulement intensifiée les échanges entre les pays du nord et ceux du sud, elle a permis un changement de direction en développant le commerce sud-sud. Elle a également contribué à une accélération des blocs régionaux et un développement du commerce intra-zone par la levée des contraintes tarifaires et non tarifaires, et la mise en place des zones de libre-échange. Dans la littérature économique, l'impact du commerce sud-sud sur la réduction des inégalités a été largement analysé (Bartels & Jebamalai, 2009 ; Gourdon, 2011 ; Klasen & Nowak-Lehmann, 2018; OCDE, 2015). Selon la théorie, le commerce doit contribuer

directement à la diminution de la pauvreté et des inégalités de revenu dans les pays en développement (Hayashikawa, 2010). De plus, la proximité entre deux pays se traduit par la réduction des coûts des échanges, qui affecte le revenu des principaux ménages dans les pays du Sud. L'intensification des échanges conduit à une augmentation de la demande en main d'œuvre (en général non qualifié) dans les pays du sud et une diminution des inégalités de revenus (Gourdon, 2011). Cependant, les contrastes et ambiguïtés observés dans les faits ont suscité un regain d'intérêt pour la question. En nous focalisant sur les échanges sud-sud (plus spécifiquement sur les échanges intra-zone), nous allons vérifier empiriquement les prédictions de la théorie d'HOSS.

3. Modèle économétrique : justifications empiriques

3.1. Le modèle et les données

L'étude de l'impact du commerce sud-sud sur les inégalités de revenu à travers les échanges intra-zone peut être faite à partir de la spécification empirique suivante, définie par Meschi et Vivarelli (2009).

$$EHII_{i,t} = \alpha + \rho EHII_{i,t-1} + \beta COMMERCEINTRA_{i,t} + \sum_k \delta_k X_{ikt} + y_t + \eta_i + \varepsilon_{i,t}$$

Où i et t désignent respectivement le pays et la période, EHII (Estimation of the Household Inequality and Inequity) est la variable dépendante retenue pour évaluer les inégalités de revenus des ménages, proposé par Galbraith et Kum (2003). Nous l'avons préférée à l'inégalité salariale dans le secteur manufacturier (UTIP) car ce secteur est peu développé dans de nombreux pays du Sud. *COMMERCEINTRA* est la variable symbolisant le commerce intra-zone. X_k désigne l'ensemble des variables de contrôle (l'ouverture commerciale (OPEN), le PIB par habitant, les barrières commerciales, les investissements, les dépenses gouvernementales, l'éducation et le taux d'inflation). y_t est un ensemble de variables muettes. η_i est une constante spécifique à chaque pays i qui permet de capturer les différences entre pays. $\varepsilon_{i,t}$ est le terme d'erreur. Notre étude couvre la période 2000-2015 (16 ans) et repose sur 4 blocs régionaux (ANDEAN, ASEAN, MENA, MERCOSUR) et l'Afrique subsaharienne². Compte tenu de l'indisponibilité des données (notamment celle de la variable dépendante) sur cette période d'étude, certains pays ont été exclus dans la procédure d'estimation. Ainsi, nous disposons in

² Il existe plusieurs blocs sous-régionaux en Afrique subsaharienne (CEMAC, CEEAC, CEDEAO, SADC....) Cependant, compte tenu du manque de données, aucun bloc ne peut

fine de 29 pays, soit trois (3) pour l'ANDEAN (Colombie, Equateur, Pérou), quatre pour l'ASEAN (Indonésie, Philippines, Singapour, Vietnam), onze (11) pour le MENA (Egypte, Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Maroc, Oman, Qatar, Syrie, Tunisie, Yémen), deux (2) pour le MERCOSUR (Brésil, Uruguay) et neuf (9) en Afrique Subsaharienne (Afrique du Sud, Burundi, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Tanzanie). Les données proviennent de l'UNU-WIDER, World Income Inequality Database (WIID) pour la variable dépendante et de WDI pour les variables de contrôle. Toutes les variables sont sous la forme logarithme népérien.

3.2. Statistique descriptive des variables utilisées

Les variables sont exprimées sous forme logarithmique. Le commerce intra-zone (somme des exportations et des importations intra-zone) est donné en millions de dollars US, l'ouverture commerciale s'obtient en additionnant le montant des exportations et des importations d'un pays, que l'on divise par 2 puis par le PIB de ce pays, le tout multiplié par 100. Les barrières commerciales sont constituées des droits de douanes et autres droits à l'importation. Le PIB par habitant est en dollar US, les investissements, les dépenses gouvernementales sont données en pourcentage du PIB. L'inflation est représentée par le pourcentage annuel du prix à la consommation et l'éducation par le nombre d'élèves au secondaire. Le tableau ci-dessous résume les principales caractéristiques (moyenne, écart-type) de ces variables.

Tableau 1 : statistiques descriptives

Région	Variables	Nombre d'observations	Moyenne	Ecart-type
ANDEAN	EHII	43	1,69	0,038
	Commerce intra	48	3,52	0,25
	ouverture commerciale	48	1,66	0,09
	PIB par habitant,	48	3,52	0,10
	barrières commerciales	26	0,66	0,26
	Investissements	48	1,34	0,07
	dépenses gouvernementales	48	1,09	0,07
	éducation	43	1,89	0,08
	Inflation	48	1,95	0,09
ASEAN	EHII	55	1,64	0,05
	Commerce intra	64	3,07	0,42
	ouverture commerciale	64	2,08	0,33
	PIB par habitant,	64	3,61	0,61
	barrières commerciales	36	0,66	0,80
	Investissements	64	1,41	0,11
	dépenses gouvernementales	64	0,93	0,10
	éducation	31	1,89	0,05
	Inflation	64	1,94	0,13
MENA	EHII	136	1,70	0,04
	Commerce intra	176	3,04	0,39
	ouverture commerciale	152	1,90	0,14
	PIB par habitant,	160	3,89	0,57
	barrières commerciales	79	0,85	0,46
	Investissements	152	1,39	0,14
	dépenses gouvernementales	152	1,22	0,12
	éducation	115	1,89	0,12
	Inflation	176	1,93	0,15
MERCOSUR	EHII	26	1,67	0,02
	Commerce intra	32	3,32	0,24
	ouverture commerciale	32	1,56	0,16
	PIB par habitant	32	4,01	0,07
	barrières commerciales	22	0,74	0,08
	Investissements	32	1,28	0,06
	dépenses gouvernementales	32	1,19	0,10
	éducation	12	1,85	0,02
	Inflation	32	1,93	0,14
SSA	EHII	105	1,69	0,05
	Commerce intra	144	2,47	0,68
	ouverture commerciale	129	1,74	0,17
	PIB par habitant,	140	2,94	0,53
	barrières commerciales	76	1,08	0,48
	Investissements	129	1,28	0,18
	dépenses gouvernementales	129	1,20	0,15
	éducation	84	1,50	0,32
	Inflation	128	1,91	0,20

Source : auteur

Plusieurs constats se dégagent de ce tableau : Premièrement, les données de panel sont non équilibrées. Deuxièmement, l'écart-type associé à la variable EHII est dans l'ASEAN et en Afrique subsaharienne, ce qui montre une forte dispersion de cette variable autour de sa moyenne. En d'autres termes, les inégalités de revenu sont plus prononcées dans ces deux régions, comparativement aux autres régions du Sud. Troisièmement, la moyenne des échanges commerciaux intra-communautaires est plus élevée dans l'ANDEAN et le MERCOSUR. Concomitamment, ces deux régions sont celles qui affichent les écart-types de la variable EHII les plus faibles, ce qui est en cohérence avec notre hypothèse d'analyse selon laquelle une hausse du commerce intra-zone conduit à une baisse de l'inégalité de revenu. Plus généralement, les régions ayant une intégration commerciale développée ont tendance à afficher une faible dispersion de l'inégalité de revenu.

S'agissant des variables de contrôle, l'ouverture commerciale moyenne est plus élevée dans l'ASEAN. Les obstacles au commerce, symbolisés par la variable barrières commerciales sont plus élevés en Afrique subsaharienne. En moyenne, les dépenses gouvernementales sont plus élevées dans le MENA et moins élevées dans l'ASEAN, tandis que le niveau moyen des dépenses en éducation est égal dans les régions ANDEAN, ASEAN et MENA ; tout comme le PIB par habitant moyen, qui est assez proche dans ces trois régions. Sa valeur la plus élevée est observée dans le MERCOSUR (4,01), alors que sa valeur la plus faible se trouve en Afrique Subsaharienne (2,94). Le niveau moyen de l'inflation reste assez similaire dans l'ensemble des régions étudiées. L'estimation du modèle permet d'évaluer l'effet de chacune des variables sur les inégalités de revenu.

3.3. La méthode d'estimation

Le modèle précédemment décrit est un modèle de panel dynamique car les régresseurs comprennent un retard de la variable dépendante. Dans ce cas, il n'est pas approprié d'utiliser la méthode des moindres carrés ordinaires car elle peut donner des estimations biaisées (Ben Doudou & Rahali, 2018). De plus, elle serait inconsistante à cause de la corrélation entre Y_{it-1} et le terme d'erreur (Arellano & Bond, 1991 ; Baltagi, 2008). De même, l'estimateur conventionnel à effets fixes est biaisé et incohérent (Kripfganz ; 2019). Dans la perspective d'apporter des solutions aux problèmes éventuels de biais de simultanéité, de corrélation, de causalités inverses, de contrôle (à la fois des effets spécifiques individuels et temporels) et des variables omises, l'estimateur de la méthode GMM semble le plus approprié.

L'approche utilisée dans ce travail est celle de l'estimateur GMM dynamique, développé par (Kripfganz ; 2019). Il permet de combiner les conditions de moment linéaires traditionnelles

avec les conditions de moment non linéaires suggérées par Ahn et Schmidt (1995) sous l'hypothèse d'erreurs idiosyncratiques non corrélées en série. Il améliore l'efficacité et la robustesse de l'estimation.

3.4. Résultats et interprétations

Les résultats obtenus par application de la méthode GMM dynamique développée par Kripfganz (2019) sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : estimation du modèle par la méthode GMM dynamique

EHII	ANDEAN	ASEAN	MENA	MERCOSUR	SSA ³
EHII(-1)	0.00891*** (0.00038)	-0.21728 (0.14636)	-0.48603*** (0.14059)	-0.97915*** (6.61e-14)	0.50127*** (0.08923)
Commerce-intra	-0.07932*** (0.01505)	0.02351*** (0.00351)	-0.02421*** (0.00249)	-0.11334*** (3.29e-15)	-0.05992*** (.01613)
OPEN	0.07883*** (0.00912)	-0.15793*** (0.01812)	0.13570*** (0.02208)	-0.07993*** (1.24e-14)	-0.04706** (.02220)
Barrières	-0.01325*** (0.00312)	-0.09980** (0.04009)	-0.05809*** (0.01749)	0.00848*** (3.16e-15)	0.04233*** (0.00313)
PIB/Habitant	0.37428*** (0.07951)	-0.75934*** (0.24560)	0.33775*** (0.07673)		0.99530*** (0.12601)
Investissements	-0.07592*** (0.00375)	0.00409 (0.07613)	-0.10423*** (0.01158)		0.18655*** (0.02495)
Dépenses gouvernementales	0.06491*** (0.00718)	-0.32646*** (0.07735)	-0.03308 (0.02382)		-0.10718*** (0.03293)
Education	-0.20526*** (0.03065)	-0.15683 (0.21396)	-0.13625* (0.07344)	-0.52066*** (3.03e-14)	0.10724*** (0.03026)
Inflation	-0.51713*** (0.09242)	0.37583* (0.22166)	-0.12359*** (0.01305)	0.17620*** (1.31e-14)	-0.40010*** (0.10098)
Constante	1.92872*** (0.04729)	4.77396*** (0.58609)	1.72990*** (0.24278)		-1.89993*** (0.67691)

Source : auteur

Note : les nombres entre parenthèses sont des erreurs standards. * $p < 0,10$; ** $p < 0,05$; *** $p < 0,01$.

³ Afrique Sub-saharienne

Les estimations révèlent que les coefficients associés au commerce intra-zone sont significatifs et de signe attendus (sauf pour l'ASEAN). Ils sont donc globalement conformes à la théorie de HOSS. En effet, le commerce intra-zone est négativement corrélé aux inégalités de revenus. Une hausse des échanges intra-régionaux se traduit par une baisse des inégalités de revenus dans les pays membres. Une augmentation de 1% du commerce intra-zone se traduit par une baisse de 0,079%, 0,024%, 0,11% et 0,06% des inégalités de revenus dans les pays de l'ANDEAN, du MENA, du MERCOSUR et l'Afrique subsaharienne respectivement. Ces résultats suggèrent un renforcement des liens commerciaux entre les pays membres de ces régions. Il contraste avec une ouverture large de l'économie à l'ensemble des pays du monde et se trouve conforté par les signes de la variable OPEN (ouverture commerciale).

En effet, la variable OPEN est significative pour l'ensemble des 5 régions d'étude. Cependant, elle est de signe positif pour l'ANDEAN et le MENA et de signe négatifs pour les trois autres régions. Le signe positif traduit le fait que l'ouverture commerciale accentue les inégalités de revenus dans les pays étudiés, tandis que le signe négatif prouve que l'ouverture commerciale diminue les inégalités de revenus. Ainsi, au sein de l'ANDEAN et du MENA, une hausse de 1% du degré de l'ouverture commerciale se traduira par une hausse de 0,078% et 0,135% des inégalités de revenu respectivement. A l'opposé, cette hausse se traduira par une baisse de 0,158%, 0,079% et 0,047% des inégalités de revenu au sein des pays de l'ASEAN, du MERCOSUR et de l'Afrique Sub-saharienne.

Les coefficients associés à la variable Barrières sont tous significatifs et affichent un signe négatif (ANDEAN, ASEAN et MENA) et un signe positif (MERCOSUR et SSA). Le signe négatif signifie qu'un renforcement des barrières commerciales se traduit par une baisse des inégalités de revenu, ce qui est contraire à la théorie développée dans le théorème de HOSS. A contrario, un signe positif signifie qu'un renforcement des barrières commerciales implique une hausse des inégalités de revenus. Ce dernier résultat est en conformité avec de nombreuses théories économiques qui prônent le libre-échange, l'ouverture commerciale et la suppression des barrières. L'application de ces théories se traduit par une croissance économique et une amélioration du niveau de vie des populations. D'après le tableau précédent, une hausse de 1% des barrières commerciales se traduit par une baisse respective de 0,013%, 0,099% et 0,058% dans l'ANDEAN, l'ASEAN et le MENA, et une hausse respective de 0,008% et 0,042% dans le MERCOSUR et en Afrique sub-saharienne.

Les coefficients de la variable PIB par habitants sont tous significatifs et ont pour la plupart des zones d'étude un signe positif (ANDEAN, MERCOSUR, SSA). Ceci signifie qu'une augmentation de la variable PIB par habitants se traduit par une augmentation des inégalités de revenu dans les pays suscités. Une explication plausible est que la richesse créée dans ces pays est détenue par une minorité. Par conséquent, une hausse de ces richesses ne profite pas aux plus démunis. Seul le coefficient associé à la zone ASEAN est conforme à la littérature. Une hausse de 1% du PIB dans cette zone se traduit par une baisse de 0,759 de l'inégalité de revenu.

De mêmes, les coefficients de la variable investissement sont tous significatifs, de signe positif (ASEAN et SSA) et négatif (ANDEAN et MENA). Un signe positif (respectivement négatif) traduit le fait qu'une hausse des investissements s'accompagne d'une hausse (respectivement d'une baisse) des inégalités de revenus.

Les coefficients de la variable éducation sont significatifs (sauf dans la zone MENA) et tous négatifs (sauf en Afrique Sub-saharienne). Ainsi, une hausse du niveau d'éducation s'accompagne d'une baisse des inégalités de revenu. L'éducation apparaît alors comme un facteur essentiel dans l'explication des inégalités de revenus. Par contre dans les pays d'Afrique sub-saharienne étudiés, les inégalités de revenus s'accroissent avec le niveau d'éducation.

Les coefficients de la variable dépenses gouvernementales présentent eux aussi des résultats mitigés. Ils sont positifs pour trois des cinq zones d'étude, et négatifs pour le reste. Le fait d'être positif (respectivement négatifs) signifie qu'une hausse (respectivement une baisse) des dépenses gouvernementales accentuent (diminuent) les inégalités de revenus dans les pays concernés. Ainsi, dans les pays de l'ANDEAN par exemple, une hausse de 1% des dépenses gouvernementales se traduit par une hausse de 0,065% des inégalités de revenu, tandis qu'en Afrique sub-saharienne, une hausse de 1% des dépenses gouvernementales s'accompagne d'une baisse de 0,107% des inégalités de revenu.

Les coefficients de la variable inflation sont négatifs (ANDEAN, MENA, SSA) et positif (ASEAN, MERCOSUR). Le signe négatif (respectivement positif) traduit le fait qu'une hausse (respectivement une baisse) de l'inflation s'accompagne d'une baisse (respectivement d'une hausse) des inégalités de revenus. Lorsque le niveau général des prix augmente, les inégalités se creusent davantage car les individus les plus démunis sont plus exposés. Dans l'ASEAN par exemple, une hausse de 1% de l'inflation se traduit par une hausse de 0,376% des inégalités de

revenus, alors qu'en Afrique sub-saharienne, une hausse de 1% de l'inflation s'accompagne d'une baisse de 0,4% des inégalités de revenu.

Conclusion

L'objectif de cette étude était d'analyser l'impact des échanges sud-sud sur les inégalités de revenu, en étudiant le commerce intra-zone. Après la présentation des fondements théoriques justifiant notre travail, nous avons appliqué l'estimateur du GMM dynamique développé par Kripfganz (2019) sur un ensemble de quatre communautés économiques régionales (l'ANDEAN, l'ASEAN, le MENA et le MEERCOSUR) et l'Afrique subsaharienne. Les estimations nous ont conduites aux principaux résultats suivants : premièrement, le commerce intra-zone permet une réduction des inégalités de revenu dans les pays étudiés (sauf dans l'ASEAN). Ce résultat est conforme à la théorie de Heckscher-Ohlin-Stolper-Samuelson (HOSS) sur les échanges internationaux. Par conséquent, un renforcement des liens commerciaux entre les pays membres des différentes communautés économiques est recommandé. Deuxièmement, la variable de politique budgétaire (dépenses gouvernementales) contribue aussi à une réduction des inégalités de revenu, notamment dans l'ASEAN, le MENA et en Afrique sub-saharienne. Par contre, dans l'ANDEAN, elle accroît les inégalités, d'où la nécessité de réforme de la politique redistributive des Etats dans cette communauté régionale. De même, la variable de politique monétaire (inflation), contribue à une réduction des inégalités de revenu dans l'ANDEAN, le MENA et l'Afrique sub-saharienne.

La valeur ajoutée de cette étude est qu'elle propose, au regard de la littérature existante, la première analyse empirique systématique de l'impact des échanges commerciaux sud-sud sur les inégalités de revenu, en prenant en compte hétérogénéité des pays et en analysant les échanges intra-zones entre différentes communautés économiques régionales des pays du sud. Elle réveille la nécessité de renforcer le commerce sud-sud, en particulier les échanges intra-régionaux. Cependant, nous avons rencontré un certain nombre de problèmes liés à la disponibilité des données sur les échanges commerciaux entre l'ensemble des pays dans les zones considérées. Aussi, la principale limite de notre étude serait liée aux caractéristiques des économies étudiées que nous n'avons pas pu prendre en compte. Ces caractéristiques qui se rapportent à la nature des principaux produits échanges : matières premières, produits agricoles, produits manufacturiers. Ceci pourrait constituer une piste d'analyse pour les travaux à venir.

BIBLIOGRAPHIE

- Afonso, O. & Gil, P. M. (2013). Effects of North–South trade on wage inequality and on human-capital accumulation. *Economic Modelling*, 100(35), 481-492.
- Ahn, S. C. & Schmidt, P. (1995). Efficient estimation of models for dynamic panel data. *Journal of Econometrics*, 68 (1), 5–27.
- Arellano, M. & Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *The review of economic studies*, 58(2), 277-297.
- Avom, D. & Mignamissi, D. (2013). Évaluation et analyse du potentiel commercial dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). *L'Actualité économique*, 89(2), 115-145.
- Baltagi, B.H. (2008). *Econometric Analysis of Panel Data*, Chichester: John Wiley & Sons.
- Ben Doudou, M. & Rahali, F. (2018). Démocratie, stabilité politique et croissance économique: estimation à partir d'un modèle en panel dynamique. *L'Actualité économique*, 94(1), 55-89.
- Calderón, C., Cantú, C. & Zeufack, A. G. (2020). Trade Integration, Export Patterns, and Growth in Sub-Saharan Africa. The World Bank.
- Chaponnière, J. R. & Lautier, M. (2012). *La montée des échanges Sud-Sud dans le commerce mondial*, Paris : La Découverte
- Choi, E. K. (2007). North–South trade and income inequality. *International Review of Economics & Finance*, 16(3), 347-356.
- Cling, J. P. (2006). Commerce, croissance, pauvreté et inégalités dans les PED: une revue de littérature, Document de travail DIAL.
- CNUCED (2019). Les politiques commerciales et leurs répercussions sur les inégalités. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève
- CNUCED (2021). La contribution potentielle de la zone de libre-échange continentale africaine à la croissance inclusive, Genève
- Daymon, C. (2012). Ouverture commerciale, inégalités de revenu et répartition salariale dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. *Region et Développement*, 35.
- Galbraith, J. K. & Kum, H. (2003). Inequality and economic growth: A global view based on measures of pay. *CESifo Economic Studies*, 49(4), 527-556.
- Gourdon, J. (2011). Wage inequality in developing countries: South–South trade matters. *International Review of Economics*, 58(4), 359-383.

- Hayashikawa, M. (2010). Aid for trade: strengthening the role of trade in poverty reduction. *Journal of International Development Studies*, 19(2), 61-77.
- Heidhues, F. & Obare, G. A. (2011). Lessons from structural adjustment programmes and their effects in Africa. *Quarterly Journal of International Agriculture*, 50(1), 55-64.
- Khan, I. & Nawaz, Z. (2019). Trade, FDI and income inequality: empirical evidence from CIS. *International Journal of Development Issues*, 18(1), 88-108.
- Klasen, S., & Nowak-Lehmann, F. (2018). *Poverty, Inequality and Migration in Latin Amerika*. Peter Lang International Academic Publishers.
- Kripfganz, S. (2019, September). Generalized method of moments estimation of linear dynamic panel data models. In *Proceedings of the 2019 London Stata Conference*.
- Meng, J., Mi, Z., Guan, D., Li, J., Tao, S., Li, Y. & Davis, S. J. (2018). The rise of South–South trade and its effect on global CO2 emissions. *Nature communications*, 9(1), 1-7.
- Meschi, E. & Vivarelli, M. (2009). Trade and income inequality in developing countries. *World development*, 37(2), 287-302.
- Ngouhouo, I., Nchofoung, T. & Njamen Kengdo, A. A. (2021). Determinants of trade openness in sub-Saharan Africa: do institutions matter?. *International Economic Journal*, 35(1), 96-119.
- OCDE (2015). « Le dynamisme croissant de la coopération Sud-Sud », dans *Development Co-operation Report 2014 : Mobilising Resources for Sustainable Development*, Éditions OCDE, Paris
- PNUD (2013). *Rapport sur le développement humain 2013 : L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York
- Rodrik, D. (2018). What do trade agreements really do?. *Journal of economic perspectives*, 32(2), 73-90.
- Rye, S. J. (2016). FDI and its effect on income inequality (Doctoral dissertation, Master's Thesis, Economics Institute, University of Oslo, Norway).
- Stolper, W. F. & Samuelson, P. A. (1941). Protection and real wages. *The Review of Economic Studies*, 9(1), 58-73.
- Wood, A. (1995). *North-South trade, employment, and inequality: Changing fortunes in a skill-driven world*. Oxford University Press on Demand.